

## SOMMAIRE

### Page 1

La Normandie menacée.  
Fabienne Buccio fait le job.

### Page 2

Le plan biométhane.  
En bref.

### Page 3

Hervé Morin, président de la République.  
L'écho des intercos.

### Page 4

La CODAH des quartiers difficiles.  
Les investissements

### Fabienne Buccio fait le job.

Depuis plusieurs mois, la préfète Fabienne Buccio mobilise ses services et les partenaires de l'État pour lutter contre la radicalisation. Quelques exemples :

- Avec le recteur Denis Rolland et le président Pascal Martin, elle s'est rendu à Grand Couronne (76) à l'invitation de l'association Olympio pour sensibiliser des collégiens aux dangers d'internet.
- Elle vient aussi de lancer un appel à projets, auprès des communes et des associations pour accompagner les jeunes "en danger".
- Avec l'ARS, elle a participé à une journée de formation-sensibilisation des professionnels de santé.
- Le 13 juin, elle a organisé un exercice d'entraînement pour faire face à l'attaque d'un collègue.
- Naturellement, ses équipes lui ont emboité le pas. Chantal Mouyon-Porte, la directrice régionale de la jeunesse et des sports vient ainsi d'organiser une soirée-débat à Caen sur le thème "La radicalisation dans le sport".

À noter : les autorités judiciaires ne sont pas en reste. Le 8 décembre dernier, Étienne Thieffry, procureur adjoint du TGI de Rouen en charge du terrorisme, intervenait au CHU sur le thème : "Face à la radicalisation, savoir détecter et agir."

## La Normandie menacée.

### • Attention aux "y'a qu'à, faut qu'on."

En Normandie, on sait que l'horreur peut ressurgir à tout moment, en dépit des précautions prises. Surtout depuis l'assassinat du père Hamel. Aujourd'hui, on sait aussi que la plus grande menace n'est plus exogène, celle de tueurs venus d'ailleurs, mais endogène, celle d'individus radicalisés, qui vivent à côté, difficiles à repérer dans un État de droit qui met la liberté de pensée, "personnelle et secrète", au premier rang des libertés publiques.

*Mon commentaire n°1* : si les Normands se souviennent du père Hamel, ils se souviennent aussi de Maxime Hauchard, ce djihadiste mort en Syrie, qui a rejoint Daech en quittant sa famille - sans histoire - de Bosc-Roger-en-Roumois (27), après s'être radicalisé sur internet. Et beaucoup en déduisent que la Normandie est particulièrement menacée et que la lutte contre la radicalisation n'y est pas assez efficace... Naturellement, les donneurs de leçon s'en donnent à cœur joie : "les fiches S doivent être communiquées aux élus", "ils pourront nettoyer les services publics", "mettons les suspects en prison", "appliquons le principe de précaution". On l'a compris : "y'a qu'à, faut qu'on !"

*Mon commentaire n°2* : en Normandie, les services de renseignement estiment "qu'il n'y a pas plus de risques qu'ailleurs". Par exemple, la région n'est pas un terreau salafiste. "Il n'y a que deux mosquées salafistes, l'une dans l'Eure, l'autre dans le Calvados, elles sont surveillées..." Et contrairement à ce qui est dit et redit depuis l'assassinat du père Hamel, la mosquée de Saint-Étienne-du-Rouvray, elle, "n'est pas entre les mains des salafistes." Autre information : les signalements sérieux sont plutôt moins nombreux que dans d'autres régions ; mais ça n'enlève rien à la menace ; "depuis les attentats, nous exerçons une vigilance de tous les instants, avec pour obsession de limiter les trous dans la raquette..." Notons que la création d'écoles privées "hors contrat" est désormais observée, des dérives communautaristes sont toujours possibles.

### • Buccio, Coudert, Fiscus, Sabathé et Castelnot.

Précisément, pour limiter les trous dans la raquette, les préfetures de département sont au centre du dispositif de lutte contre la radicalisation. Au contact du terrain, elles sont les points d'appui les mieux placés pour mettre en ligne tous les services concernés, afin d'analyser, au cas par cas, la situation des individus repérés en répondant à la question : "que fait-on ?"

- Fabienne Buccio, Thierry Coudert, Laurent Fiscus, Jean-Marc Sabathé, et Chantal Castelnot exercent ici l'une de leurs plus grandes responsabilités vis-à-vis des citoyens, la responsabilité de la sécurité dont Edouard Philippe a rappelé toute l'importance, à plusieurs reprises, depuis le début de l'année. Oui, les préfets sont en première ligne, leur tâche est difficile ; à Saint-Lô, Jean-Marc Sabathé le sait bien, le 22 avril, il a fait évacuer le Mont-Saint-Michel en raison des menaces proférées par un homme qu'on a cru radicalisé : principe de précaution.

En tout cas, dans toutes les préfetures, l'organisation du dispositif est quasiment la même.

## PRS : la Région dit non.

Deux mois après avoir dénoncé le manque de concertation de l'ARS, les élus régionaux ont rendu un avis défavorable sur le Projet Régional de Santé de Normandie, présenté par Christine Gardel, la directrice générale de l'agence.

- Ils s'inquiètent en effet de la diminution du nombre de professionnels de santé, ils pensent aussi que les moyens engagés pour réduire des déserts médicaux sont insuffisants, ils veulent enfin être davantage associés aux décisions de l'agence.

*On le voit, les relations Région/ARS sont compliquées.*

## Le plan biométhane.

Pour développer une vraie filière de méthanisation en Normandie, la Région et l'ADEME, avec le concours de la Chambre régionale d'Agriculture (Nov&atech), de Biomasse Normandie, de GRDF et GRTgaz, vont désormais s'employer à fédérer toutes les parties prenantes pour concrétiser davantage de projets.

- C'est l'un des enseignements des premières rencontres de la méthanisation qui se sont tenues à Caen, début juin, sur le thème "Le biométhane, une opportunité pour la Normandie". 330 professionnels y ont participé.

- Aujourd'hui, on compte une soixantaine de méthaniseurs en Normandie, généralement en cogénération. La dynamique observée ces dernières années est de l'ordre de 5 à 6 mises en service par an depuis 2010. Le premier site en injection de biométhane dans le réseau gaz a vu le jour en janvier 2018. Les agriculteurs sont très mobilisés.

*Rappel : le plan régional de la méthanisation est doté de 12 M€ pour la période 2018-2020, il est financé par la Région et l'Ademe.*

## Le budget "sain" du CD.27.

Dépenses de fonctionnement maîtrisées (+ 0,9% en 2017), dette stabilisée (248 M€), investissement en hausse (75,4%), les comptes administratifs 2017 du Département de l'Eure confirment l'assainissement de la situation budgétaire.

*Satisfaction du président Lehongre qui vient de signer un contrat de maîtrise des dépenses avec l'État.*

- Chaque semaine, le GED technique (Groupe d'évaluation départemental) se réunit autour du préfet pour analyser les signalements reçus des services de police et de renseignements, des différentes autorités publiques, des réseaux sociaux et associatifs, ou encore des citoyens via le site "stop-djihadisme" ou le numéro vert 0800 0005 696. Objectif : évaluer la dangerosité des individus signalés. Beaucoup de signalements ne sont pas retenus, faute de motifs réels et sérieux ; pour les autres, des enquêtes complémentaires sont diligentées : "on resserre les mailles du filet".

- Tous les mois, le GED "élargi" ou "plénier" se réunit pour examiner les cas les plus sérieux. Autour du préfet, il y a le procureur, les représentants des services de renseignement, des forces de l'ordre, de la PJJ, des services pénitentiaires et même de l'ARS. Notons qu'une attention particulière est portée aux mineurs, aux personnes emprisonnées, et aux individus souffrant de troubles psychiatriques, pour eux, on a besoin d'experts. Au bout du compte, le GED va organiser, pour chacun, la surveillance nécessaire et désigner l'autorité de suivi : "en fonction de la dangerosité, on resserre les mailles du filet".

- Toutes ces informations nourrissent, en temps réel, le FSPRT, le fichier des signalements pour la prévention et la radicalisation à caractère terroriste, un fichier peu connu du grand public, qui recense exclusivement des individus radicalisés. Le FSPRT est l'arme principale des services de l'État, l'outil le plus affûté de son action de surveillance, et non pas, comme on le croit trop souvent, le fichier "S" qui n'est qu'un marqueur "flou" des personnes susceptibles de troubler, d'une façon ou d'une autre, l'ordre public.

*Mon commentaire : fin février, en présentant le plan national de prévention de la radicalisation, Edouard Philippe a expliqué qu'il n'avait pas de solution miracle et que le succès dépendait, bien sûr, de l'engagement des services de l'État, mais aussi des collectivités et des autres institutions publiques qui maille le territoire. On l'a compris, l'État ne peut pas réussir tout seul.*

## • Les Normands mobilisés.

Depuis plusieurs mois, les cinq préfets montent aussi au créneau, en particulier avec les Départements, directement concernés par les dangers de la radicalisation puisqu'ils sont au contact des personnes les plus fragiles.

- En avril dernier, le G.5 a pris une initiative unique en France puisque Pascal Martin, Pascal Lehongre, Jean-Léonce Dupont, Marc Lefebvre et Christophe de Balorre ont signé un protocole d'accord pour échanger leurs pratiques et

## Et pendant ce temps-là...

### • Métropole : Aspen investit.

Aspen, groupe pharmaceutique sud-africain, continue de moderniser son site de Notre-Dame-de-Bondeville (75). Spécialisé dans les médicaments anti-thrombotiques injectables, Aspen investit 25 M€ dans une ligne à très haute cadence de remplissage de seringues stériles. Depuis le rachat de l'usine au groupe GSK en 2014, 135 M€ ont été injectés. L'entreprise envisage aussi le recrutement d'une centaine de personnes d'ici 3 ans.

### • AG2R La Mondiale/Groupe Matmut : feu vert...

C'est une nouvelle étape positive : l'autorité de la concurrence a donné son feu vert au rapprochement AG2R La Mondiale/Groupe Matmut. Au 1<sup>er</sup> janvier 2019, le nouvel ensemble deviendra le 1<sup>er</sup> Groupe de protection sociale en assurance des personnes et de leurs biens. Il représentera 11,9 Md€ de chiffre d'affaires assurantiel et 7,7 Md€ de fonds propres, rassemblera 17 000 collaborateurs et comptera 700 agences commerciales.

### • CVS mise sur le tourisme fluvial

Avec l'inauguration du nouveau ponton de Rives en Seine (ex-Caudebec-en-Caux), Caux Seine Agglo veut améliorer et développer l'accueil des croisiéristes (80 000 chaque année), clé de voûte de sa politique touristique.

### Les 60 M€ de Nicole Gourmelon.

Si le Crédit Agricole Normandie continue de faire sa révolution numérique, il est en même temps convaincu que les agences de proximité sont toujours les points d'appui d'une relation-client de qualité, inscrite dans la durée, fondée sur la confiance et l'approche personnalisée.

- Nicole Gourmelon, sa directrice générale, ne se contente pas de le dire, elle le fait. Concrètement, elle est en train de déployer le plan de modernisation des 160 agences de son territoire (l'ex-Basse-Normandie), moyennant un investissement de 60 M€. C'est un effort important qui est à contre-courant des choix de beaucoup d'autres réseaux bancaires qui font le pari de la dématérialisation.

À noter : dans les 3 départements, 110 entreprises sont mobilisées pour réaliser les différents chantiers ; elles sont quasiment toutes locales.

### Cardif se présente à Rouen.

Le groupe BNP Paribas va présenter sa stratégie de développement sur le marché de l'assurance dommages, en organisant, le 4 juillet prochain à Rouen, la visite de Cardif IARD, la nouvelle compagnie qu'il vient de créer avec la Matmut.

- Cardif IARD est domiciliée dans l'immeuble "La Filature", construit par la Matmut en face de son propre siège social ; elle est dirigée par Éric Marchandise.

La nouvelle compagnie d'assurance est déjà forte de 250 experts IARD.

### DFDS unifie son transmanche.

Le danois DFDS Seaways, qui exploite 3 liaisons transmanche au départ de Dieppe, Dunkerque et Calais, annonce le rassemblement de leur gestion au sein d'une structure française unique pour une plus grande efficacité.

- Comme le précise notre confrère L'Antenne, Jean-Claude Charlo, directeur général de DFDS Seaways France, est la tête de la nouvelle entité, depuis le 7 juin.

Rappel : le 29 novembre dernier, DFDS a été choisi par le syndicat mixte de promotion de l'activité transmanche (SMPAT) pour exploiter pendant 5 ans la ligne Dieppe/Newhaven, financée par les collectivités.

informations, améliorer leurs actions d'information/sensibilisation contre la radicalisation. C'est encourageant.

- Avec les communes, la situation est un peu plus compliquée. La mobilisation des maires varie en fonction de leur perception du danger ; on s'en doute, à Saint-Étienne-du-Rouvray, Joachim Moysse a pris le dossier à bras le corps, son Comité Local de Sécurité fait du bon travail ; tous les CLS de Normandie devraient s'en inspirer.

- Naturellement, certains élus critiquent la politique du gouvernement. Il y a trois semaines, Emmanuel Macron a indiqué que les préfets devraient bientôt échanger avec les maires sur les habitants à risque, sans préciser les modalités de cet "échange". Notons que cette déclaration a été bien perçue par des élus d'opposition qui, à l'image de Guy Lefrand, le maire d'Évreux, réclament depuis longtemps que les fiches S leur soient transmises. Au contact des maires, les préfets sont en première ligne ; dans la région, la prise de conscience est là, mais l'effort ne doit pas être relâché.

Mon commentaire : bien sûr, il faut respecter les différences de responsabilités et de sensibilités. Mais, face à la menace, seule l'action concertée de tous les leaders d'opinion, qu'ils soient publics ou privés, peut produire de l'efficacité. À condition d'accroître, la "culture commune" des intéressés sur ce sujet délicat ; les préfets normands pourraient, par exemple, créer un "cercle des sages" dans chaque département pour réduire les incompréhensions, rapprocher les acteurs, et soutenir la mobilisation, au nom de la République.

### Toujours sans l'État...

### Hervé Morin, président de la République de Normandie.

Lors de la dernière session du Conseil régional, Hervé Morin s'est félicité des résultats de la politique "volontariste" mise en oeuvre par sa collectivité depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Voici son constat :

- L'économie repart : les chiffres sont bons, meilleurs que ceux de beaucoup d'autres régions françaises : "la Normandie montre le chemin".

- L'industrie du futur arrive : première pierre de LM Wind, inauguration d'OpenHydro, préparation d'un plan d'investissement chez CMN, arrivée de Metal Value, success-story de Remade. C'est le signe du renouveau.

- La recherche et la culture se déploient : inauguration prochaine du centre de protonthérapie de Caen, développement de l'IMEC et des campus du

### L'écho des intercos...

#### • Pas de bonne cosmétique sans bonne logistique.

Parce que les performances mondiales de la filière parfumerie/cosmétique française ne dépendent pas seulement de la qualité de ses produits, mais aussi de l'efficacité économique et environnementale de la chaîne logistique qui les transporte, les pôles de compétitivité Cosméc Valley et Nov@log se sont retrouvés pour lancer le projet collaboratif COSVAPEX, fin 2016.

18 mois plus tard, COSVAPEX (Cosméc Valley Performance Export) affiche des premiers résultats encourageants. Les premières études ont permis d'établir un diagnostic des flux import-export de la filière parfumerie-cosmétique, une analyse des barrières réglementaires à l'exportation et l'identification des bonnes pratiques dont l'industrie pourrait s'inspirer... à l'image des solutions innovantes de transport fluvial, proposées par la société Fluidis à Paris.

Rappel : l'opération (0,6 M€) est financée par l'État, la Région et le FEDER.

#### • 12 M€ pour l'eau industrielle de la ZIP du Havre.

La CODAH vient d'inaugurer les deux bassins d'eau à usage industriel, d'une capacité totale de 10 000 m<sup>3</sup>, qu'elle a intégralement financés (12 M€) pour sécuriser l'alimentation des 700 entreprises de la zone industrialo-portuaire. La CODAH agit ici, en DSP, pour le compte d'HAROPA Port du Havre.

## La nouvelle agence du livre.

Présidée par Patrick Nicolle et dirigée par Dominique Panchèvre, l'Agence Normandie Livre & Lecture vient d'être officiellement inaugurée.

- Elle rassemble, depuis le 1<sup>er</sup> janvier, les précédentes structures des anciennes régions normandes : l'ARL de Rouen et le CRL de Caen.
- Elle est financée par l'État (0,5 M€) et la Région (près de 1 M€), son siège est à Caen.

Son objectif : favoriser l'accès au livre et à la lecture en développant et modernisant la filière normande du livre.

## L'appel des CFA du BTP

Les 7 CFA du BTP normands lancent un appel en direction des jeunes pour qu'ils viennent se former aux métiers d'un secteur d'activité en évolution positive.

Deux grands messages :

- Les perspectives sont bonnes et les 900 entreprises normandes ont besoin de nouveaux collaborateurs : "l'apprentissage rime ici avec anti-chômage".
- Les métiers du bâtiment ont beaucoup changé : diversité, évolutions possibles, nouveaux outils.

Commentaire : le nombre de jeunes reste insuffisant.



## Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

**Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44**

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, rue de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 250 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

**La CHRONIQUE**  
de Normandie  
Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

### Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues  
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 | 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

### Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

### Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

**Abonnement** : 250 € TTC/an pour 44 n°  
(TVA 2,1%)

### Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros  
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

Madrillet et des Plateaux Nord, aménagement du campus équin de Goustranville, soutien à l'Opéra de Rouen. C'est la quête de l'excellence.

- La Normandie rayonne : succès du 1<sup>er</sup> forum mondial pour la paix, candidature des plages du Débarquement au patrimoine mondial de l'UNESCO... Vive l'attractivité...

Pour Hervé Morin, tous ces projets sont autant "de pierres apportées à l'édifice Normandie", des projets que la Région peut soutenir grâce une situation financière saine : maîtrise des dépenses de fonctionnement (+0,6% en 2017), 470 M€ d'investissements (avec un taux de réalisation de 91,6%), endettement faible (capacité de désendettement de 1,6 année).

- Tout cela donne envie. Et, le président se sert de cette lecture, résolument positive de son action, pour souligner, par effet de contraste, les défaillances de l'État, qu'il décrit comme "un donneur de leçons" qui ne s'applique pas à lui-même les exigences qu'il impose aux autres.
- "Toujours sans l'Etat", ça pourrait être la nouvelle devise d'Hervé Morin qui se comporte de plus en plus comme le président de la République "autonome" de Normandie, un territoire qui cherche à trouver en lui-même l'énergie de son propre développement

Mon commentaire : depuis deux ans, Hervé Morin veut créer un élan positif et c'est important. Mais en sa qualité de président de la République de Normandie, il doit aussi regarder l'envers de la médaille, celui des difficultés, comme la pauvreté qui touche 480 000 Normands ; ça aussi c'est important...

## Importance de la pauvreté.

### CODAH : 43 100 habitants dans les quartiers difficiles.

La CODAH et l'INSEE viennent de faire un état des lieux des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Ils regroupent 18% des habitants de l'agglomération, soit 43 100 personnes.

- Trois d'entre eux cumulent de nombreuses difficultés : Bléville-Nord, Caucriauville-Soquence et Le Bois-de-Bléville. C'est là que les taux de chômage et de pauvreté, le nombre de familles monoparentales, l'importance des 16-24 ans déscolarisés sont les plus élevés.

- Résultat : Le Havre est une ville riche en projets (logistiques, portuaires, industriels et touristiques...), mais avec beaucoup d'habitants pauvres.

Rappel : l'agglomération connaît aussi un recul démographique continu depuis plus de 10 ans.

## Et pendant ce temps-là...

### • Cap Seine investit.

La coopérative Cap Seine (Mont-Saint-Aignan, 76) investit 7,5 M€ dans la construction d'une plate-forme de stockage et de distribution de produits phytosanitaires sur son site de Vieux-Manoir (76) où Cap Seine prévoit de regrouper une grande partie de ses activités.

### • Bolloré croit en l'axe Seine.

Le groupe Bolloré (Puteaux, 92) fait le pari du développement de l'axe Seine. Après la construction du dépôt pétrolier 650 000 m<sup>3</sup> sur l'ancien site de Pétroplus (Petit-Couronne, 76), Bolloré Ports a investi 5M€ pour agrandir la surface de ses entrepôts sur le port de Rouen. Le groupe vient également d'inaugurer, au Havre, un hub de 24 000 m<sup>2</sup> et a lancé une navette fluviale hebdomadaire du Havre à Bonneuil-sur-Marne.

### • L'hôpital à la place de Mr Bricolage.

Aux Andelys (27), l'ancien site de Mr Bricolage va accueillir un nouvel hôpital. Érigé sur une friche de 25 000 m<sup>2</sup>, le nouveau bâtiment doit remplacer l'hôpital actuel trop petit, il comprendra également un EHPAD de 132 lits. Les travaux, estimés à 24,6 M€, commenceront après l'acceptation du permis de construire pour une ouverture d'ici trois ans.